

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 29 avril 2025

Bilan 2024 et perspectives 2025 des économies d'Outre-mer : De la stagnation à la transformation

Ivan ODONNAT, président de l'IEDOM et directeur général de l'IEOM, et **Stéphane FOUCAULT**, directeur de l'IEDOM et de l'IEOM ont présenté la situation des économies ultramarines à l'occasion de la conférence de presse tenue le 29 avril 2025.

Une vulnérabilité accrue

Les territoires d'Outre-mer n'ont pas échappé à la succession de chocs ayant affecté l'économie internationale au cours des dernières années. Aux conséquences de la crise sanitaire de 2020 et de l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022 s'est ajouté au début de 2025 l'incertitude née d'une politique douanière américaine erratique. Ils ont également souffert de leurs propres vulnérabilités d'origine économique, sociale, politique ou géophysique : protestations contre la « vie chère » en Martinique ; cyclones Chido à Mayotte, Belal et Garance à La Réunion ; émeutes en Nouvelle-Calédonie notamment.

Une dynamique économique enrayée

Ces multiples chocs ont nui au climat des affaires en 2024. Une majorité d'entreprises a vu son chiffre d'affaires diminuer. La hausse des défaillances et des radiations d'entreprise s'est poursuivie tandis que les créations d'entreprises plafonnaient en général, voire s'effondraient en Nouvelle-Calédonie. Il en est résulté une baisse de l'emploi dans la plupart des territoires, un essoufflement de la consommation des ménages et une hausse des incidents de crédit. À court terme, les perspectives d'activité sont peu favorables. À Mayotte et en Nouvelle-Calédonie en particulier, une proportion croissante d'entreprises anticipe une défaillance dans les douze mois à venir.

La mobilisation des politiques économiques

En réponse, un net assouplissement de la politique monétaire au cours des seize derniers mois, à travers la baisse de 175 points de base des taux d'intérêt directeurs, a permis d'enclencher une baisse du coût du crédit, et ainsi soutenir les dépenses de consommation et d'investissement. Cependant, la politique monétaire n'a pas d'impact sur la croissance à long terme, qui dépend de facteurs tels la productivité, la qualité de l'éducation, la cohésion sociale ou encore la maîtrise de la dette publique. Compenser les vulnérabilités des économies d'Outre-mer par des transferts fiscaux et sociaux en faveur des ménages et des entreprises ne suffit pas non plus. C'est une transformation en profondeur qui paraît aujourd'hui nécessaire. Elle consiste à : i) renforcer la concurrence ; ii) faciliter le portage des projets (en simplifiant les processus administratifs) et réduire les délais de paiement ; iii) améliorer le fonctionnement des marchés des biens et services et du travail ; iv) concentrer l'effort d'investissement sur la modernisation des ports (pour réduire les coûts d'approvisionnement et élargir les débouchés commerciaux), la transition énergétique (pour réduire les émissions de carbone et mieux maîtriser les coûts énergétiques) et l'autonomie alimentaire (pour réduire la dépendance aux importations et alléger le coût de la vie).

L'IEDOM assure le rôle de banque centrale pour le compte de la Banque de France dans les départements et collectivités d'outre-mer dont la monnaie est l'euro. L'IEOM est la banque centrale des collectivités d'outre-mer du Pacifique (Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Wallis-et-Futuna), dont la monnaie est le franc Pacifique (F CFP).

Nos publications sont téléchargeables sur les sites www.iedom.fr et www.ieom.fr

Contact presse : Marie AOURIRI - tél : 01 42 97 06 50, communication@iedom-ieom.fr

BILAN 2024 ET PERSPECTIVES 2025 DES ECONOMIES D'OUTRE-MER

DE LA STAGNATION À LA TRANSFORMATION

Une vulnérabilité accrue en 2024

En plus des chocs externes, une répétition de chocs internes d'origine économique, sociale, politique ou géophysique

Mouvement contre la vie chère en Martinique

Cyclones Belal et Garance à La Réunion, Chido à Mayotte

Émeutes en Nouvelle-Calédonie

Une dynamique économique enrayée

Le climat des affaires mal orienté : pour la deuxième année consécutive, il se dégrade dans la plupart des territoires



Une majorité des entreprises ultramarines interrogées constatent une diminution de leur chiffre d'affaires en 2024

L'emploi salarié baisse dans la plupart des territoires

Les perspectives sont peu favorables à court terme



La mobilisation des politiques économiques



L'assouplissement de la **politique monétaire** a permis d'enclencher une baisse du coût du crédit

Compenser les vulnérabilités par des **transferts fiscaux** et **sociaux** ne suffit pas



Quatre voies d'amélioration pour créer un environnement plus favorable aux affaires:



- Améliorer la concurrence



- Faciliter le portage des projets (en simplifiant les processus administratifs) et réduire les délais de paiement



- Réduire les rigidités des marchés



- Concentrer l'effort d'investissement sur la modernisation des ports, la transition énergétique et l'autonomie alimentaire